



Communiqué de presse

Depuis plusieurs semaines le département de Mayotte est frappé par d'importants mouvements de grève qui paralysent notre île, entraînant de sérieuses conséquences sociales et économiques ainsi que des violences urbaines lourdes pour la population.

Mayotte s'exprime dans la rue une fois de plus, la Guyane connaissait la même situation il y a un an. Les territoires de Guadeloupe, Martinique et de La Réunion n'ont pas été préservés non plus en 2009.....

Madame la Ministre des Outre-mer est venue à Mayotte et a négocié des mesures d'urgence qui ont été dès le lendemain rejetées par la population. Le mouvement nous démontre que la population n'admet plus que l'on décrète pour elle mais veut être étroitement associée aux propositions pour son territoire. Elle se sent responsable de l'avenir de notre île et de la jeunesse. La situation est encore bloquée et, il est temps, en ma qualité de Président d'Interco' Outre-mer de prendre la parole et d'exprimer mes inquiétudes ainsi que celles de mes collègues ultramarins.

Interco Outre-mer a alerté à maintes reprises le Gouvernement et exprimé ses inquiétudes et le désarroi des territoires d'outre-mer sur diverses problématiques. Mon prédécesseur Eugène LARCHER, et les autres avant lui, estiment depuis toujours que les spécificités de nos territoires méritent une attention particulière et que l'insularité nécessite des mesures concrètes et rapides sous peine d'explosion sociale. Je les rejoins dans cette analyse et le mouvement que connaît Mayotte aujourd'hui n'est que la conséquence directe d'une inaction qui n'a que trop longtemps perduré.

Le gouvernement actuel, les parlementaires, les élus que nous sommes et nos populations connaissons les difficultés de nos territoires. Elles sont multiples et spécifiques à chacun mais elles se retrouvent en ce sens que l'éloignement de la métropole ne fait que les aggraver et que les moyens mis à disposition, qu'ils soient matériels, financiers et d'ingénierie sont sous-estimés.

Le chômage touche fortement l'ensemble de nos territoires et la formation de nos jeunes ultramarins est inadaptée, l'insécurité et les violences sociales sont prégnantes en Guyane et à Mayotte du fait d'une immigration non contrôlée.



Tous nos territoires sont touchés de près ou de loin par des phénomènes climatiques dangereux de plus en plus fréquents à l'instar de La Réunion qui a connu ces derniers temps des fortes pluies paralysant l'île, de l'ouragan Maria en septembre 2017 aux Antilles faisant de lourds dégâts humains et matériels... La nature elle aussi se trouve être pour certains de nos territoires une véritable problématique trop peu considérée, à l'instar du phénomène des sargasses véritable fléau pour mes collègues antillais ou encore du phénomène d'érosion du trait de côte que tous nos territoires subissent, ... Des infrastructures désuètes ou pas assez nombreuses, des territoires auxquels on applique des normes nationales et européennes inadaptées au positionnement géographique et à l'ultra-périphéricité.... Il est impossible d'évoquer toutes les problématiques sociales, économiques, urbaines, environnementales etc... auxquelles sont confrontées nos territoires mais nous les connaissons toutes !

La question qui se pose désormais est de savoir si nos populations ultramarines sont obligées de descendre dans la rue pour faire entendre leur voix ? Y-a-t-il un espoir pour que des décisions franches et concrètes soient prises en compte afin d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens ?

D'abondants constats et études ont été réalisés et ce depuis de nombreuses années. La concertation a elle aussi eu lieu. Les Assises des Outre-mer actuellement en cours en sont un nouvel exemple...

Aujourd'hui ce n'est pas de constat dont nous avons besoin, mais d'actions. Les plaies sont diagnostiquées depuis des décennies et il est temps aujourd'hui de les panser. Cela ne saurait se faire qu'avec des mesures concrètes nécessitant un plan d'actions élaboré en concertation, discuté et approuvé par nos territoires et réalisable dans des délais convenables ainsi que la détermination et le déblocage rapide des financements correspondants.

Arrêtons le pansement pour l'apaisement et agissons avec ambition pour un avenir durable. C'est le devenir de nos territoires qui est en jeu et le bien-être de nos concitoyens ultramarins.

Interco' outre-mer prendra toute sa place dans le débat et est disposée à participer à tout groupe de travail ou commission pour rechercher des solutions pérennes de développement de nos territoires.

Le président d'Interco' Outre-mer

Mikidache HOUMADI